

## **Synthèse Atelier/Sessão 2**

### **Le patrimoine en risque(s) / O Patrimônio em risco(s)**

Rémy Jean

Quatre communications ont été présentées et discutées dans cet atelier qui s'est tenu le 10 mai 2021 :

1. Hilka Guida, Marcelo Figueiredo & Elida Azevedo Hennigton : « *Mortes por acidente de trabalho e política de saúde e segurança na indústria de petróleo e gás : o ponto de vista da atividade.* »
2. Silma Mendes : « *Trabalho e educação : discursos e valores sem dimensão.* »
3. Marcelo Figueiredo, Denise Alvarez, Ricardo Adams & Maria Laura Lacerda : « *O acidente com a plataforma de petróleo Deepwater Horizon, para além das causas imediatas.* »
4. Simone Oliveira & Denize Nogueira : « *O trabalho em saúde na resposta ao rompimento das barragens da Vale S/A em Minas Gerais (BR) em 2015 e 2019 : reflexões sobre o agir em competências em situações de emergências e desastres.* »

Ces communications, très riches et très intéressantes, ont abordé des sujets liés à des enjeux sociaux et environnementaux particulièrement importants pour le développement tel que nous le concevons ici, c'est-à-dire pour l'amélioration continue des conditions d'existence des collectivités humaines.

Trois de ces communications se rapportent à des accidents ou événements désastreux survenus ces dernières années dans l'exploitation pétrolière et minière (accident majeur sur une plate forme pétrolière au large de Rio de Janeiro, blow out/explosion de la plate forme pétrolière Deepwater dans le Golfe du Mexique, rupture des barrages de la Vale dans le Minas Gérais au Brésil). Des événements qui ont eu un lourd impact humain (nombreux accidents mortels – jusqu'à 250 morts lors de la rupture du barrage de Brumadinho – et de très nombreux blessés parmi les travailleurs et dans la population) et environnemental (dégâts matériels, pollution...).

La quatrième portait sur les conflits de valeur liés au processus de marchandisation de l'éducation tel qu'il se développe au Brésil.

Les communications se rapportant à des accidents ou événements désastreux témoignent des risques majeurs engendrés par un développement technico-économique orienté par la logique capitaliste et proposent des analyses et des diagnostics dont la prise en compte

permettrait sans aucun doute d'améliorer la prévention des risques professionnels, la gestion des situations d'urgence ou celle des conséquences sanitaires et sociales de tels désastres, tant pour les travailleurs des entreprises ou des services concernés que pour les populations environnantes.

Au-delà de la spécificité et des particularités des situations analysées, je crois qu'on peut dire que ces communications convergent ou se complètent sur quatre sujets transversaux dans lesquels l'expérience du travail devrait être une ressource essentielle pour réduire les risques majeurs dont elles traitent. Ces quatre sujets sont la formation, l'organisation du travail, les procédures de travail, la gestion du temps dans le travail.

1. **La formation** : constat tout d'abord d'une tendance croissante à des formations de plus en plus spécialisées et segmentées alors que les analyses de situation présentées mettent en évidence le besoin de davantage de pluridisciplinarité pour intégrer les connaissances spécialisées dans une vision plus globale et favoriser les échanges entre les différentes spécialités. Constat ensuite d'une insuffisance de formation continue intégrant à tous les niveaux l'expérience du travail accumulée dans une activité donnée ou une entreprise particulière. Des constats et des réflexions qui peuvent être mises en lien avec le questionnement de la communication de Silma Mendes sur le déterminant « employabilité » et la logique de plus en plus marchande du système de formation/éducation au Brésil.
2. **L'organisation du travail** : constat d'un accroissement de la sous-traitance et de la précarité, ainsi que d'une multiplication des entreprises intervenantes dans un même processus. Des évolutions organisationnelles qui génèrent des difficultés de communication et de transmission des informations du fait des cloisonnements entre les collectifs de travail, des logiques, des cultures et des intérêts d'entreprise différents. Constat également d'un temps de recouvrement insuffisant entre les équipes successives dans les activités continues qui aggravent ces difficultés de communication et de transmission des informations entre ces équipes.
3. **Les procédures de travail** : dans les activités à risques, l'écart prescrit/réel peut conduire à des catastrophes telles que celles relatées dans cette session. Constat que les procédures à suivre dans le travail sont souvent trop rigides et conçues trop à distance de l'activité réelle. Alors que les analyses présentées font apparaître la nécessité fréquente d'adaptation de ces procédures aux réalités rencontrées dans le cours de l'activité, le besoin d'intégration continue des savoirs d'expérience et, pour cela, de co-construction de ces procédures avec ceux qui doivent mettre en œuvre.
4. **La gestion du temps dans le travail** : constat enfin du très fort impact des pressions temporelles liées aux objectifs de rentabilité économique, qui se traduisent par un manque de temps d'échange, de concertation et de partage des expériences, et qui se conjuguent avec des insuffisances d'effectifs pour entraîner des surcharges de travail de plus en plus problématiques.

Sur tous ces sujets, et plus généralement, les communications mettent également en évidence des divergences significatives d'appréciation existant entre les managers et les travailleurs subordonnés. Défaillances techniques ou erreurs humaines pour les uns, problèmes de consignes, de moyens ou d'organisation pour les autres.

Chacun de ces sujets a bien sûr son autonomie et peut être géré de façon différente selon les entreprises ou les services, mais les constats et les analyses présentés dans ces communications montrent qu'une prise en compte de l'expérience du travail et du point de vue de ceux qui le réalisent est une nécessité incontournable pour améliorer les choses dans tous ces domaines et sécuriser au maximum les activités productives à hauts risques.

Mais cette nécessité ne peut s'imposer sans une **régulation endogène** de ces activités productives combinant une mise en œuvre des connaissances disponibles dans le patrimoine scientifique mondial et la prise en compte de l'expérience accumulée par les collectifs de travail qui réalisent cette activité (patrimoine local). Il y a besoin pour cela et à tous les niveaux d'institutions régulatrices. Mais aussi, dans ce cadre, d'un empowerment (empoderramento) des travailleurs et de leurs représentants sans lequel ces institutions ne pourront pas véritablement jouer leur rôle. Un empowerment à développer dans les entreprises, aussi bien que dans les gouvernances publiques des territoires.

Cette nécessité d'un empowerment des collectifs de travail rejoint et va dans le même sens que les expériences participatives en situation de désastres décrites dans la passionnante communication introductive de Simone Oliveira et Sergio Portella « *Desastres, trabalho e comunidades* ». Elle va également dans le même sens que les budgets municipaux participatifs qui ont existé dans certaines villes du Brésil comme Porto Alegre il y a quelques années.

Et je crois qu'on peut dire aujourd'hui qu'il n'y aura **pas de développement humain durable sans développement de cet empowerment** – c'est-à-dire d'un véritable pouvoir de décision – des collectifs de travail sur leur activité ainsi que sur leurs conditions de travail et d'emploi.

Les travaux présentés dans cet atelier sont des contributions utiles et importantes dans cette perspective, qu'il faut faire avancer avec l'optimisme de la volonté.

Le 14 mai 2021.